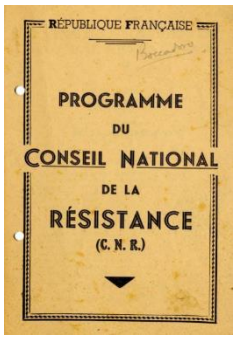
Parti Communiste
Révolutionnaire de France



80ème anniversaire du Programme du CNR :

quelles leçons en tirer pour le mouvement ouvrier ?

Ce 15 mars 2024 constitue le 80ème anniversaire du « *Programme du CNR* », qui fut adopté à l'unanimité le 15 mars 1944 par les membres du Conseil National de la Résistance, organisation unifiée de la Résistance, fondée en mai 1943, composée de représentants des différents mouvements de résistance, des partis et syndicats en lutte contre le gouvernement de Vichy.
Ce texte énonce les actions à mener en vue de la Libération, mais aussi les réformes à mettre en place après-guerre pour reconstruire le pays sur des bases politiques, économiques et sociales empêchant le retour du fascisme.
Citons, pour rappel, quelles étaient ces réformes, en grande partie dues à l'apport du PCF au sein du CNR :
a) Sur le plan économique *:*
- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales;
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.
b) Sur le plan social :
- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**

salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.
c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.
***d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée**, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.*

Dans le contexte actuel d'attaque généralisée contre les acquis sociaux et les droits démocratiques, cet anniversaire revêt une importance particulière : les réformes avancées dans le programme du CNR sont en effet considérées, au sein du mouvement syndical et dans la plupart des organisations politiques dites de gauche, comme « ***les piliers du modèle social français*** » ; la référence au CNR s'est d'ailleurs trouvée renforcée depuis 2007, sous Sarkozy, à la suite des propos tenus par Denis Kessler, ancien vice-président du MEDEF : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »

Pour le PCRF, cet anniversaire est l'occasion d'exposer à nouveau ci-dessous son analyse de cet épisode, selon la démarche dialectique propre au marxisme-léninisme : il s'agit pour nous, communistes, de reconnaître l'avancée indéniable qu'a constituée le programme du CNR pour la classe ouvrière dans son affrontement historique contre le capital ; et donc de défendre, dans les luttes quotidiennes, les acquis arrachés grâce au rôle fondamental du PCF dans la Résistance ; mais il s'agit aussi, compte tenu de l'évolution du PCF depuis la Libération et de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui la « gauche française », de montrer que la tendance à idéaliser ce programme, y compris au sein du mouvement communiste, s'inscrit dans l'histoire de l'opportunisme et du réformisme en France, tendances idéologiques qui freinent lourdement le développement de la conscience révolutionnaire anticapitaliste chez les travailleuses et travailleurs de notre pays.

Le rôle moteur du PCF dans l'organisation et l'unification de la Résistance
Le PCF joua le rôle moteur dans la formation d'unités de partisans (FTP- francs-tireurs et partisans), ce sont les FTP qui livrèrent l'essentiel des combats armés contre les troupes fascistes. Conformément à la tactique de l'Internationale Communiste, le PCF œuvra à la formation d'un front national uni de tous les patriotes autour de la classe ouvrière en regroupant : paysannerie laborieuse, intellectuels antifascistes, couches moyennes, certains secteurs de la bourgeoisie y compris monopolistes qui soutenaient De Gaulle.
L'action véritablement héroïque des militants du PCF lui valut le surnom glorieux de «Parti des 70 000 fusillés» : Jean-Pierre Timbaud qui mourut en clamant à la face de ses bourreaux nazis : « *Vive le Parti Communiste allemand !* », Pierre Sémard, Georges Politzer, le jeune Guy Môquet (17 ans), Manouchian le chef des partisans de la Main d'oeuvre immigrée (MOI), Danielle Casanova, le colonel Fabien et tous les autres sont tombés en libérateurs du pays et ont versé leur sang pour la victoire internationale sur le fascisme.
Sur le plan politique, l'action du PCF dans une réalité mouvante et complexe fut juste quant à la réalisation de la tâche centrale : vaincre l'occupant. Par contre, rien n'indique qu'il y eut réflexion théorique au sein de la direction, pour que la lutte de libération nationale débouche (dans les conditions de l'époque) sur une Révolution socialiste. Encore une fois, sévissait la tendance du mouvement ouvrier révolutionnaire français à absolutiser les tâches intermédiaires sans les lier aux tâches révolutionnaires stratégiques.

Tout faire pour la victoire sur le fascisme ne signifiait pas qu'à travers la réalisation de cet objectif ne pouvaient être posées les bases d'une politique visant à assurer l'hégémonie politique du prolétariat dans la lutte antifasciste. Certes le contexte était difficile, puisque le capital monopoliste menait deux fers au feu, d'un côté s'appuyait sur la collaboration avec le nazisme et de l'autre recherchait l'alliance avec les gaullistes, surtout après le tournant de la guerre mondiale antifasciste que constitua la magnifique et héroïque victoire de l'Armée Rouge et du peuple soviétique dans la bataille de Stalingrad. Tracer les perspectives révolutionnaires ne signifie pas automatiquement les réaliser.

En 1944, une situation loin d'être révolutionnaire…

Le débarquement des troupes anglo-américaines en Normandie, le 6 juin 44, modifia le rapport de forces interne au détriment des forces de libération sociale. L'objectif de Washington et de Londres, outre l'élimination d'un rival impérialiste, était aussi d'empêcher la libération de la France par les Partisans ou par l'Armée Rouge et éviter ainsi qu'émerge en France une situation révolutionnaire. L'armée américaine jouait le rôle d'allié de classe de la bourgeoisie monopoliste française.

L'historiographie trotskiste et maoïste évoque « la trahison de la révolution par le PCF ». En réalité ils ignorent la portée de la théorie de Marx et Lénine sur « La subordination des intérêts particuliers d'un prolétariat aux intérêts généraux et internationaux du mouvement communiste et démocratique mondial ».

En France, en 1944, la situation était loin d'être révolutionnaire. Tout d'abord l'occupant fasciste n'était pas vaincu totalement, la guerre contre l'URSS décidant du sort de l'humanité. La bourgeoisie française malgré son affaiblissement gardait de solides positions et son contrôle sur l'appareil d'Etat. Les paysans et membres des couches moyennes auraient basculé vers le capital, en cas de politique aventuriste des communistes, d'autant que la crise du ravitaillement sévissait de manière aiguë. Une insurrection révolutionnaire aurait donc entraîné une guerre civile contre la bourgeoisie coalisée pour la circonstance (pétainiste et gaulliste) doublée d'un conflit avec les troupes américaines voire avec les troupes nazies défaites mais pas en déroute et qui occupaient encore de larges parties du territoire national. Et ce, alors que la machine de guerre hitlérienne continuait de semer la mort à l'est de l'Europe ! La voie révolutionnaire était donc fermée provisoirement pour ne pas mettre en péril l'URSS qui porta le poids essentiel de la guerre antifasciste mondiale. D'autant que des généraux américains comme Patton proposaient un « retournement d'alliances » et une guerre commune germano-américaine contre le « bolchevisme ».

Nous répondons aux trotskistes que le PCF n'a pas trahi. Pour qu'une révolution eût été envisageable et victorieuse, il aurait fallu bien avant 1942-43 que l'hégémonie politique de la classe ouvrière soit assurée sur l'ensemble des forces antifascistes, ensuite que la France se libère par ses seules forces avant le débarquement. Il y a parfois loin des vœux à la réalité, cela n'ôte nullement les mérites essentiels du PCF dans la résistance à l'occupant et au régime de Vichy.

Les archives soviétiques publiées récemment permettent aussi de dénoncer les mensonges de la propagande antisoviétique des trotskistes.

Les conversations entre Staline et Thorez, en 1944, sont très riches et instructives. Staline conseilla au PCF, puisque les conditions révolutionnaires n'étaient pas remplies, de manœuvrer habilement. Certains militants voulaient prolonger la situation de « double pouvoir » résultant du chaos qui régnait en France mais qui pouvait servir de prétexte à l'impérialisme américain pour rechercher un compromis avec l'impérialisme allemand. Staline conseilla l'intégration des troupes de Partisans dans l'armée française renaissante, tout en gardant l'essentiel des armes acquises par la résistance antifasciste. Staline indiquait que les armes pouvaient être utiles dans un avenir pas très lointain où le prolétariat et ses alliés pourraient construire la contre-offensive contre la réaction.

Equilibre instable…

A la Libération, un équilibre instable régnait en France. La bourgeoisie dirigeait, gardait les leviers de l'Etat mais ne pouvait mener à bien sa politique intégralement en raison du poids de la classe ouvrière, de la Résistance et du Parti Communiste français. Cet équilibre instable a son reflet dans la formation d'un gouvernement de coalition où siégèrent pour la première fois des ministres communistes.

Deux lignes générales s'affrontaient au sein du gouvernement né du programme du Conseil National de la Résistance.

La bourgeoisie voulait faire cesser l'épuration des fascistes et collaborateurs, restaurer intégralement l'ordre bourgeois ancien et son Etat, rétablir l'Empire colonial, l'armée et la police d'avant-guerre. Affaibli par ses divisions (relatives) entre pronazis et pro-gaullistes, le capital monopoliste misait sur la subordination à l'impérialisme

américain pour maintenir son pouvoir. Les faits attestent que les monopoles sabotaient la production pour aggraver les conditions de vie et de ravitaillement, pour chasser le PCF du gouvernement. Les trusts s'appuyaient sur la social-démocratie devenue agent actif de l'impérialisme américain.
La classe ouvrière avait constitué la principale force engagée dans la Résistance, ce qui ne signifie pas pour autant que son hégémonie de classe était réalisée. Le PCF et le peuple-travailleur devaient profiter du rapport de forces lié à cet équilibre instable pour assurer et renforcer les droits démocratiques, gagner les droits sociaux nouveaux, poursuivre l'épuration des éléments fascistes notamment dans l'appareil d'Etat, défendre et assurer l'indépendance du pays et l'amitié avec l'URSS, gage de cette indépendance vis-à-vis des nouveaux maîtres de Washington.
L'action des ministres communistes (Marcel Paul, Maurice Thorez, Ambroise Croizat…) fut remarquable et permit la conquête d'importantes réformes sociales : sécurité sociale, statut des fonctionnaires et des mineurs, nationalisation des monopoles couvrant les secteurs vitaux, droits syndicaux élargis.
Le PCF avec 29 % des suffrages était le premier parti de France même si le front anticommuniste restait puissant. Maurice Thorez, Jacques Duclos et l'actif militant avaient bâti un grand Parti Communiste de masse (c'est-à-dire lié aux masses).

Vers la déviation révisionniste, et les illusions semées sur l'Etat

Cependant, l'apport massif de nouveaux adhérents présentait aussi des dangers. Beaucoup étaient venus au parti sur une base essentiellement patriotique et démocratique et étaient davantage attachés au programme minimal du PCF. La révolution socialiste leur apparaissait comme un objectif lointain qui viendrait progressivement.
De même, alors que le PCF lors du Front Populaire et de la Résistance devenait un parti de plus en plus influent et bénéficiait d'un réel capital de sympathie dans les diverses couches populaires, les tendances négatives de l'héritage du mouvement ouvrier français resurgirent avec acuité.
Le kominform apporta une aide précieuse dans la critique nécessaire des fautes opportunistes du PCF à sa réunion fondatrice en 1947. Nous nous appuyons sur cet apport des partis frères et du PC(b)US tout en remontant aux racines idéologiques, économiques, politiques du maintien de tendances opportunistes dans le mouvement révolutionnaire.
A nouveau, se renforçait la déviation révisionniste, héritée de Jaurès, à voir dans l'Etat (même affaibli) de 1945, non l'expression de la dictature des monopoles mais l'expression du rapport de forces issu de la Résistance. L'Etat était vu comme en voie de « démocratisation », il y avait confusion entre le poids parlementaire et gouvernemental et l'appareil d'Etat
De Gaulle refusa toute épuration antifasciste de la machine d'Etat. La police française qui avait déporté les juifs étrangers, torturé des militants communistes, fut réhabilitée comme « résistante » pour son engagement tardif (un mois avant la libération de Paris). Certaines propositions du PCF soulignaient l'incompréhension et même la rupture avec la théorie marxiste-léniniste de l'Etat.
A plusieurs reprises, les dirigeants du parti comparèrent la situation française avec celle des démocraties populaires de l'Est européen.
En 1947, Dimitrov et Thorez firent des déclarations similaires sur l'utilisation de la voie parlementaire pour aller au socialisme. Dimitrov s'exprimait ainsi après l'insurrection populaire du 9 septembre 1944 en Bulgarie qui amena la victoire du front antifasciste. Les communistes pouvaient prendre appui sur le parlement pour réaliser les transformations sociales. Tactique qui découlait de l'insurrection armée contre le fascisme, de l'aide multiforme de l'Armée Rouge et de l'URSS, des solides positions conquises par les communistes et leurs alliés dans l'Etat démocratique brisant progressivement la vieille machine d'Etat capitaliste.
En France, nous l'avons vu, l'Etat restait identique dans le contenu de classe et les personnels à ce qu'il fût avant la guerre antifasciste, il n'y eut pas d'insurrection nationale à l'échelle du pays. Certes le PCF devint le premier parti au parlement, mais il ne dirigeait pas le pays, et ses adversaires coalisés avec l'appui de l'impérialisme américain étaient autrement plus forts.
Dans ces conditions, appeler à une « voie parlementaire pour aller au socialisme », revenait consciemment ou pas, à nier la théorie marxiste de l'Etat. D'autant que la présence de troupes US, s'ajoutant aux corps répressifs de l'Etat français, signifiait l'impossibilité de passer au socialisme au moyen des élections et des formes pacifiques de combat.
La propagande du PCF mit alors beaucoup l'accent sur la filiation avec la Révolution démocratique bourgeoise. Le PCF eut donc tendance à se présenter comme « continuateur de cette grande révolution ». La Révolution bourgeoise de 1789-1793 s'appuya sur l'activité révolutionnaire des masses populaires mais sa force motrice et

ses objectifs de classe étaient clairement bourgeois visant à consolider le capitalisme naissant et alors progressif contre le féodalisme et la monarchie.
En se présentant sous l'angle de la continuité de la révolution bourgeoise démocratique, le PCF ne contribua pas à ce que le prolétariat acquière une claire vision de son rôle indépendant et dirigeant dans la révolution prolétarienne dirigée contre la bourgeoisie !
D'autant que dans la lutte contre le fascisme et dans la résistance, le PCF était justement allié à certains petits et moyens bourgeois, ce qui renforça chez certains membres du PCF l'idée que le socialisme pouvait être envisagé comme continuité du mode de production capitaliste avec la bourgeoisie républicaine. M. Thorez, dans sa célèbre interview au « Times », avança plusieurs thèses qui s'éloignaient du marxisme-léninisme.

1944-1947 : En résumé : le PCF, mérites et erreurs
Dans des conditions particulières et inédites, les partis communistes et ouvriers d'Europe centrale et orientale profitèrent de l'écrasement du fascisme et de la présence de l'Armée Soviétique, pour former, avec d'autres partis et organisations de masses, sous la direction du prolétariat, des États de démocratie populaire. Dans les pays d'Europe occidentale, où les PC, du fait de leur rôle dans la Résistance, avaient acquis une force et une autorité très importantes, mais où pesaient aussi d'autres forces sociales bourgeoises et la présence des armées britanniques et US, la lutte de libération nationale ne pouvait immédiatement se continuer par une révolution socialiste, tant que l'Allemagne fasciste n'était pas vaincue.
En France, le PCF avait cependant conscience que la bourgeoisie préférerait placer le pays sous la coupe de l'impérialisme américain pour contrer la puissance de la classe ouvrière et de ses organisations. Le Xe congrès (juin 1945) prônait les nationalisations des secteurs clés de l'économie, qui n'étaient nullement un passage au socialisme, mais une mesure démocratique contre les monopoles qui avaient collaboré avec l'occupant, permettant le développement de la production et le redressement du pays pour sauvegarder son indépendance et satisfaire les besoins de la population.
Ces nationalisations, qui s'inscrivaient dans les mesures du programme du CNR, devaient, selon le PCF, aller de pair avec « *une participation croissante de la classe ouvrière à la direction des affaires du pays* ».
Le danger demeurait cependant d'oublier le but stratégique final : le renversement de l'État et la prise du pouvoir par le prolétariat, et de limiter la lutte politique au renforcement de la démocratie, sans contenu de classe, par le mot d'ordre de « démocratie continue », de subordonner la lutte de classe à des alliances électorales. Sur ce terrain, les succès rencontrés (5 millions de voix pour le PCF aux législatives d'octobre 1945, 180 élus, la nomination de 5 ministres au GPRF, puis 5,5 millions en novembre 1946, 186 députés) renforçaient, pour ce parti, l'illusion d'un pouvoir à sa portée.
Durant cette période, le PCF contribua à la réalisation de grandes réformes démocratiques : Sécurité sociale, statut des mineurs, statut des fonctionnaires. Ses ministres restèrent insensibles aux tentatives de corruption du Capital.
Cependant, le Parti réactiva, sous des formes nouvelles, les tendances opportunistes lourdes du mouvement ouvrier français : chauvinisme, en subordonnant l'indépendance des colonies à la libération de la métropole, ressuscitant le mythe jauréssien de la mission universelle de la France, pacifisme et parlementarisme (proposition de fusion en 1945 avec le Parti socialiste), subordination des luttes à l'action parlementaire. Ces erreurs ont plusieurs sources théoriques et une principale : la non assimilation de la théorie marxiste-léniniste de l'État qui conduisit à confondre la situation française avec celle des démocraties populaires, qui ne permit pas de se guider dans la nouvelle situation créée par l'exigence de l'expulsion de leur gouvernement par les impérialistes américains.
Les avertissements de Staline et de Jdanov sur les risques de déviation opportuniste contribuèrent à une rectification du PCF et au maintien de ses liens avec la classe ouvrière. M. Thorez prolongea l'autocritique jusqu'à la période du front populaire.
Mais les tendances opportunistes resurgiront avec éclat à la suite du 20ème Congrès du PCUS et s'accentueront jusqu'à sa liquidation en tant que Parti communiste dans les années 90.

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**